

COMMUNIQUE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES DE L'ALLIER

Et encore une bêtise : Réédition de 274 306 avis de taxes foncières !!!

274 306 avis de Taxe Foncière 2013, concernant les propriétaires de l'Allier, du Cantal et de Haute Loire ont été mal imprimés (absence des mentions "montant à payer" et "date limite de paiement") et pourtant adressés aux contribuables.

Pour « réparer » cette erreur l'administration a décidé de procéder à **une nouvelle édition** des avis et de les envoyer aux contribuables accompagnée d'une lettre explicative...

Les conséquences de cet « amateurisme »

Pour les usagers :

A la sortie du 1er avis en septembre de nombreux contribuables ont appelé les SIP et les Trésoreries pour connaître la date limite de paiement qui n'était pas mentionnée.

A la sortie du 2ème avis, **arrivés la veille (ou le jour même) de la date limite de paiement**, les appels se sont multipliés pour comprendre les raisons de cette nouvelle édition.

De nombreux contribuables ont payé une 2ème fois en pensant payer leur Taxe d'Habitation ou avoir oublié de payer la 1ère fois.

Les 2 chèques seront encaissés, mais quand seront-ils remboursés? ? ?

Fort légitimement, les citoyens qui subissent l'austérité ont reproché le gaspillage d'argent public (coût d'imprimerie et frais d'envoi...) et l'incompétence de l'administration fiscale.

Pour les collègues :

- Nouvelle **surcharge de travail** avec un accroissement très important des appels téléphoniques et des réceptions.
- **Tension très vives** lors des réceptions où les agents de la DGFIP, de moins en moins nombreux doivent faire face à un public légitimement en colère, surtout après avoir déjà eu à subir l'augmentation de l'impôt sur le revenu (limitation de l'impact de la ½ part, non-relèvement du barème,...), sans compter l'effet « Affaire CAHUZAC »...

Cette augmentation de la charge de travail **est particulièrement mal venue**, dans une période extrêmement chargée pour les SIP et les Trésoreries, alors que déjà se profile un **nouveau wagon de 1 988 suppressions d'emploi**.

Les dysfonctionnements, les erreurs, les difficultés à remplir nos missions de service public n'ont d'autres origines que les politiques d'austérité conduite depuis des années au travers de la RGPP puis de la MAP.

Il nous faut une autre politique, rompant avec l'austérité, qui donne à la DGFIP et à tous les services publics les moyens de fonctionner pour satisfaire les besoins sociaux de la population.

Il faut en finir avec les suppressions d'emplois.

Moulins le, 16 octobre 2013.